

Évolutions monétaires en Guadeloupe au 31 décembre 2017

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon l'édition de janvier 2018 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale s'est affermie en 2017 à +3,7 % (après +3,2 % en 2016). L'embellie se manifeste dans la plupart des économies. Cette dynamique devrait perdurer en 2018 et 2019, avec une croissance du PIB estimée à +3,9 % selon le FMI. L'accélération attendue de la croissance américaine aura des répercussions positives sur la demande extérieure et les conditions financières resteront favorables, en dépit du resserrement des politiques monétaires.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre 2017, selon Eurostat. L'inflation a légèrement fléchi à 1,3 % en janvier 2018 et le taux de chômage a atteint 8,7 % en fin d'année 2017, son niveau le plus bas depuis janvier 2009. La Commission européenne estime l'augmentation du PIB à +2,4 % en 2017 et table sur une croissance de +2,3 % en 2018 et +2,0 % en 2019, tirée par la vigueur de la demande internationale et l'amélioration du marché du travail.

À l'issue de la réunion du 8 mars 2018, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats nets d'actifs, au rythme mensuel actuel de 30 milliards d'euros, devraient être réalisés jusque fin septembre 2018 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'inflation conforme à son objectif », à savoir « de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme ».

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, l'économie a crû de 0,6 % au quatrième trimestre 2017 (après +0,5 %). Sur l'année 2017, l'activité a ainsi progressé de 2,0 % (après +1,1 % en 2016), tirée par une nette accélération de l'investissement (+3,7 %), et des exportations (+3,5 %). En parallèle, la consommation des ménages a ralenti (+1,3 %, après +2,1 %).

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee – données arrêtées à la date du 28 février 2018

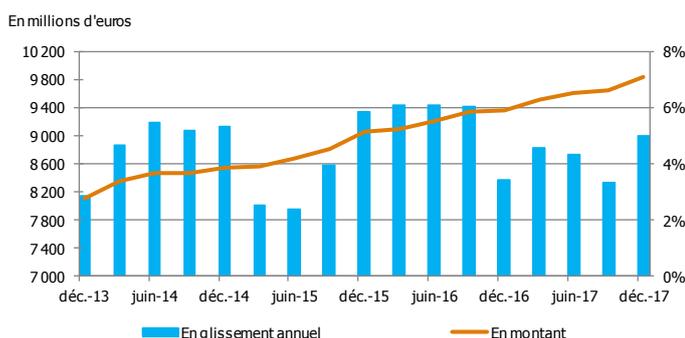
L'ACTIVITÉ BANCAIRE LOCALE ACCÉLÈRE

Au second semestre 2017, **l'activité bancaire** sur la place locale progresse sensiblement.

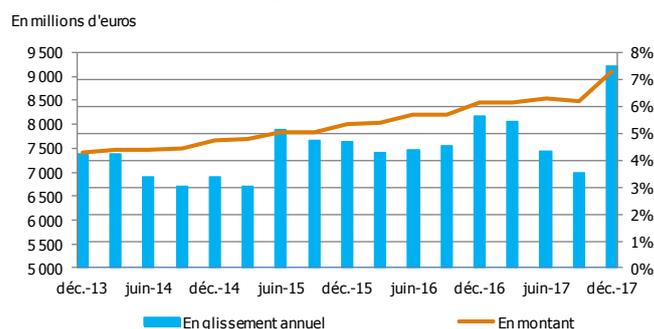
À fin décembre 2017, **l'encours sain des crédits consentis à l'économie** s'établit à 9,8 milliards d'euros. Dans un contexte de taux encore bas, il croît à un rythme plus soutenu qu'il y a un an (+5,0 % en glissement annuel, après +3,4 % à fin décembre 2016). Les crédits octroyés aux entreprises et aux ménages augmentent respectivement de 5,6 % et 6,7 %, portés par la bonne dynamique des crédits d'investissement des entreprises (+10,4 %) et des crédits à l'habitat des ménages (+6,6 %). L'encours de crédits des collectivités locales se replie (-2,9 % sur un an, contre +3,7 % à fin décembre 2016).

À 9,1 milliards d'euros, **le montant des actifs financiers** rebondit sur l'année (+7,5 % après +5,7 % un an plus tôt). Cette croissance est essentiellement portée par celle des dépôts à vue (+18,7 % après +13,6 % à fin décembre 2016).

Évolution des concours bancaires



Évolution des actifs financiers

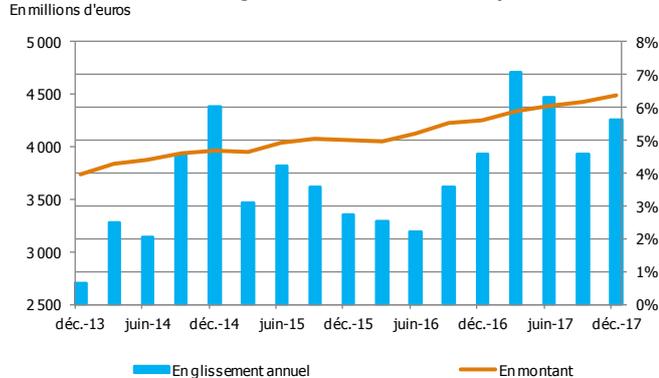


LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE S'INTENSIFIE

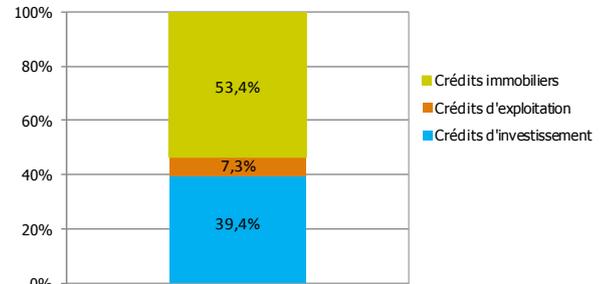
Des crédits aux entreprises dynamiques

À fin décembre 2017, **les crédits consentis aux entreprises** augmentent de 5,6 % en glissement annuel (après +4,6 % à fin décembre 2016). Ils atteignent 4,5 milliards d'euros, soit 45,8 % de l'encours sain total.

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



Les crédits d'investissement gagnent en dynamisme sur l'année (+10,4 %, après +4,9 % un an plus tôt) et constituent le principal contributeur à la croissance des crédits octroyés aux entreprises. Dans le détail, les crédits à l'équipement, qui regroupent la quasi-totalité des crédits d'investissement aux entreprises (86,1 %), accélèrent à fin décembre (+12,6 %, après +2,8 % fin 2016). À l'inverse, l'encours de crédits-bails diminue (-1,5 % après +17,6 % fin décembre 2016).

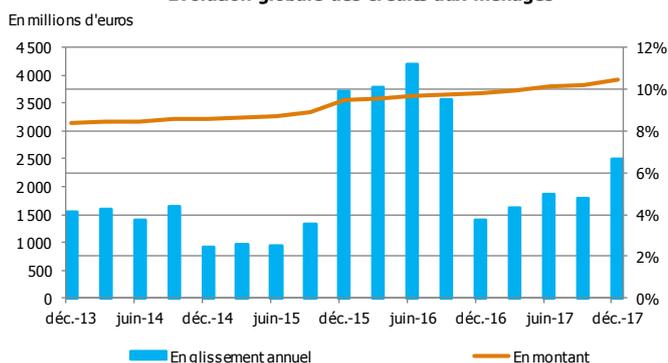
Représentant 53,4 % des encours de crédits octroyés aux entreprises, **les crédits immobiliers** affichent une croissance ralentie en 2017 (+2,5 % sur un an, après +5,5 % à fin décembre 2016).

Les crédits d'exploitation demeurent en hausse sur l'année (+4,4 %, après +0,3 % en 2016). Cette progression est largement portée par la bonne performance des crédits de trésorerie (+25,1 %). L'encours des comptes ordinaires débiteurs se réduit (-11,8 %), de même que l'encours des créances commerciales (-12,4 %).

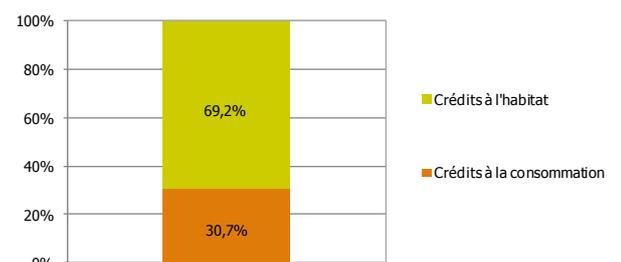
Des crédits aux ménages qui accélèrent

L'activité de crédit aux ménages poursuit sa progression (+6,7 %, après +3,7 % à fin décembre 2016). L'encours s'établit à 3,9 milliards d'euros à fin décembre 2017, soit 40,0 % de l'encours sain total.

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Le financement de l'habitat, qui concentre 69,2 % de l'ensemble des crédits aux ménages, enregistre une croissance annuelle marquée (+6,6 %, après +3,4 % à fin décembre 2016). En effet, sur la même période, bien que le nombre de permis de construire délivrés diminue de 13,0 %, le nombre d'attestations du CONSUEL¹ octroyées augmente de 20,2 % à fin décembre 2017, signe de l'avancée des constructions.

L'encours des crédits à la consommation croît de 6,7 % en glissement annuel (après +5,1 % à fin décembre 2016). Cette hausse coïncide avec celle du nombre d'immatriculations de véhicules neufs (+15,6 %, CVS).

¹ Attestations de conformité des installations électriques dans toutes constructions nouvelles.

Recul de l'encours de crédits des collectivités

Les financements alloués aux collectivités locales, qui représentent 10,4 % de l'activité de crédit dans le département, diminuent de 2,9 % sur les douze derniers mois (après +3,7 % un an plus tôt). L'encours s'établit à environ 1,0 milliard d'euros. Les crédits d'investissement, qui en constituent l'essentiel (96,7 %), reculent (-3,0 %). La fin récente de différents travaux publics ainsi que l'absence de nouveaux chantiers d'envergure en 2017 expliquent cette baisse de l'encours. Les crédits d'exploitation se maintiennent (+0,9 %).

Le taux de créances douteuses demeure stable

Le taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement (ECIL) est stable à 5,0 %. Cette évolution résulte d'une hausse de l'encours des créances douteuses brutes (+4,9 %) quasi-équivalente à celle de l'encours global (+5,0 %). Leur taux de provisionnement se réduit (-5,7 points) pour s'établir à 56,7 %.

REBOND DES DÉPÔTS À VUE

Les actifs financiers des agents économiques rebondissent au second semestre 2017, notamment grâce à l'importante collecte des dépôts à vue.

À 9,1 milliards d'euros, le montant des actifs détenus croît de 7,5 % sur un an, soit son rythme de croissance le plus élevé sur la décennie (+5,7 % à fin décembre 2016). La hausse de la collecte auprès des ménages (+7,2 %) et des entreprises (+13,9 %) contribue à cette croissance. À l'inverse, les avoirs des autres agents s'inscrivent en baisse (-14,7 %, après +23,3 % à fin décembre 2016).

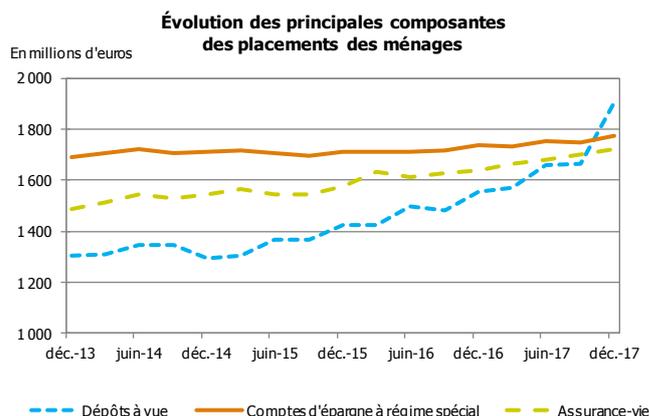
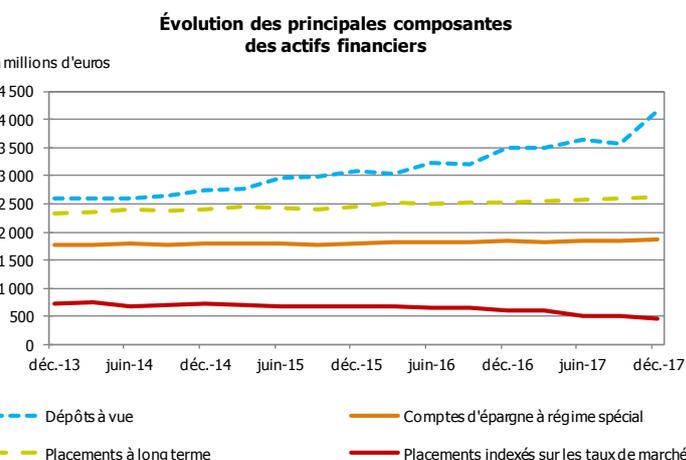
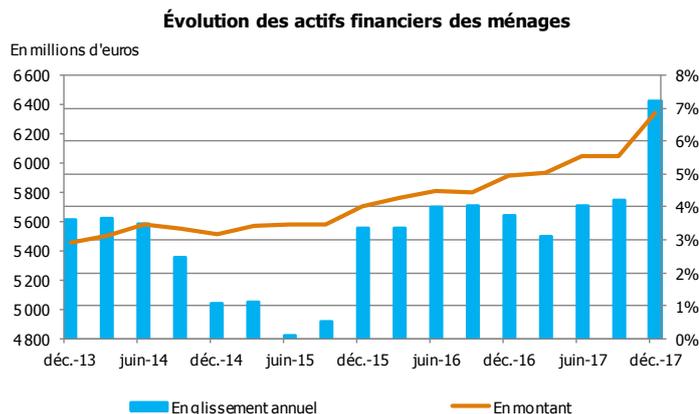
Les dépôts à vue s'élèvent à 4,2 milliards d'euros à fin décembre 2017. Ils accentuent leur progression (+18,7 % après +13,6 % à fin décembre 2016). Cette tendance est imputable au coût d'opportunité favorable au compte courant dans un contexte de taux encore bas. De plus, les indemnités d'assurance perçues suite aux dommages causés par le passage des phénomènes cycloniques contribuent à cette hausse.

L'épargne longue augmente à un rythme légèrement plus important qu'il y a un an (+3,5 % après +2,9 % à fin décembre 2016), tirée par les contrats d'assurance-vie (+5,1 %). L'encours des plans d'épargne logement se stabilise (+0,8 % après +4,8 % il y a un an). Pour rappel, la collecte sur les PEL avait accéléré avant les baisses de taux enregistrées sur ce support. Fixé à 2,0 % début 2016, le taux du PEL a été ramené à 1,5 % en février 2016, puis à 1,0 % en août 2016.

Les placements liquides ou à court terme se replient davantage (-4,5 % après -1,4 % à fin décembre 2016) en lien avec la chute (-23,7 %) de l'encours des placements indexés sur les taux de marché. L'environnement de taux bas persistant continue de peser sur cette classe d'actifs. Toutefois, la collecte sur les livrets règlementés augmente légèrement. En particulier, l'encours des livrets A et bleus croît de 1,9 %, de même que ceux des livrets de développement durable et des livrets ordinaires (respectivement +3,5 % et +3,0 %).

Progression marquée des actifs des ménages

L'encours des actifs financiers des ménages augmente de 7,2 % (après +3,7 % en 2016). Il atteint 6,3 milliards d'euros à fin décembre 2017.



Les dépôts à vue enregistrent une forte croissance à fin décembre 2017 (+22,7 % contre +9,1 % à fin 2016).

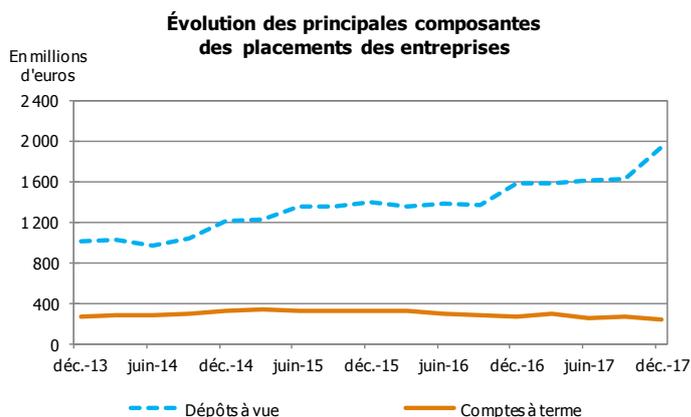
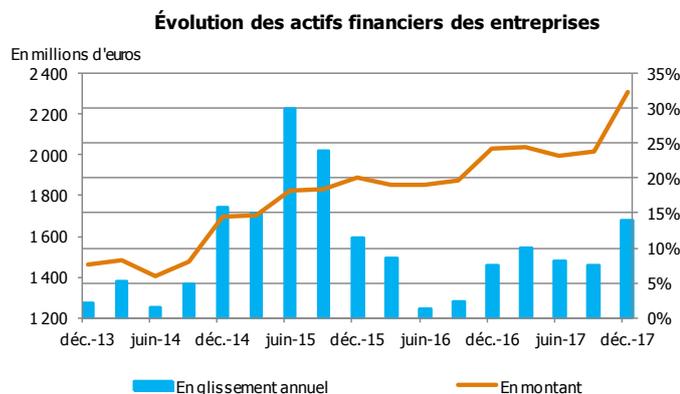
L'épargne à long terme croît, pour sa part, de 3,2 % sur un an (après +3,0 % à fin décembre 2016). Elle est portée par la bonne performance des contrats d'assurance-vie (+5,1 %), premier produit d'épargne des ménages (27,2 % des placements des ménages et 18,9 % de l'encours des actifs financiers).

Les placements liquides ou à court terme sont globalement stables sur un an. Les comptes d'épargne à régime spécial augmentent de 2,2 %. Les livrets ordinaires conservent une dynamique positive (+3,0 %). De même, la croissance des livrets A et bleus frémît (+1,9 %). En parallèle, l'encours des livrets d'épargne populaire poursuit sa baisse (-3,3 %) et celui des placements indexés sur les taux de marché chute sur un an (-28,2 %), toujours en raison du contexte de taux d'intérêt faibles.

Croissance dynamique de la collecte auprès des entreprises

Les actifs financiers des sociétés non financières accélèrent (+13,9 %, après +7,5 % en décembre 2016). Ils s'établissent à 2,3 milliards d'euros à fin décembre 2017.

Les dépôts à vue doublent quasiment leur rythme de croissance (+22,5 % sur un an, après +12,6 % un an plus tôt). De même, **l'épargne longue** affiche une forte hausse de 16,4 % sur l'année. À l'inverse, **les placements liquides ou à court terme** continuent de chuter (-18,9 % à fin décembre 2017).



Recul des placements des autres agents

Les placements des autres agents (administrations, institutions sans but lucratif au service des ménages, sociétés d'assurance et fonds de pension) se réduisent sensiblement sur les douze derniers mois (-14,7 % après +23,3 % à fin décembre 2016).

Dans le détail, les **placements à court terme** baissent de 20,6 % et **les dépôts à vue** suivent la même tendance (-14,3 %). Seule **l'épargne à long terme** progresse de 14,6 % sur un an.

MÉTHODOLOGIE

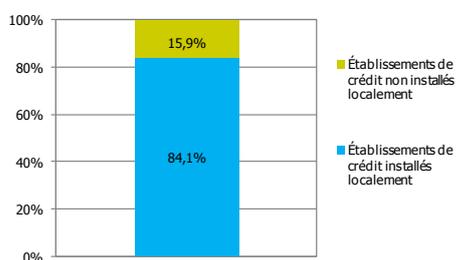
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit par ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

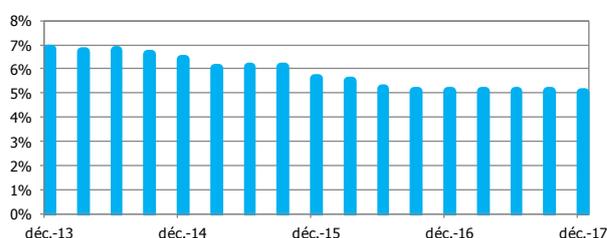
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	290,3	329,5	312,6	313,4	319,5	338,7	350,3	327,1	-3,4%	4,4%
<i>Créances commerciales</i>	34,6	32,1	21,1	24,1	18,2	19,6	20,9	21,2	8,0%	-12,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	123,2	121,9	126,9	135,3	143,8	163,9	176,1	169,3	3,3%	25,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	33,5	40,8	33,7	41,4	40,3	41,2	38,3	40,0	-3,0%	-3,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	104,2	148,4	135,8	126,3	138,7	137,6	131,3	111,4	-19,0%	-11,8%
<i>Affacturation</i>	28,3	27,2	28,8	27,7	18,9	17,7	22,0	25,3	43,4%	-8,5%
Crédits d'investissement	1 330,2	1 408,6	1 528,6	1 603,1	1 687,4	1 709,8	1 730,8	1 769,7	3,5%	10,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 112,1	1 188,3	1 315,8	1 352,7	1 434,0	1 445,8	1 479,9	1 523,1	5,3%	12,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	66,2	46,8	44,1	39,8	39,7	40,2	39,8	41,2	2,5%	3,5%
<i>Crédit-bail</i>	218,1	220,3	212,9	250,4	253,4	264,0	250,9	246,6	-6,6%	-1,5%
Crédits immobiliers	2 090,5	2 190,9	2 217,5	2 339,6	2 332,9	2 341,6	2 340,7	2 399,1	2,5%	2,5%
Autres crédits	24,8	32,2	11,1	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	25,7%	34,2%
Encours sain	3 735,8	3 961,2	4 069,8	4 256,5	4 340,2	4 390,4	4 422,2	4 496,4	2,4%	5,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	982,8	996,5	1 074,0	1 129,0	1 132,2	1 160,5	1 168,0	1 205,1	3,8%	6,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	908,9	923,5	1 006,2	1 067,3	1 070,9	1 104,5	1 104,9	1 156,2	4,7%	8,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	51,6	51,4	50,5	48,2	48,6	44,4	51,4	41,4	-6,8%	-14,0%
<i>Crédit-bail</i>	22,3	21,5	17,3	13,6	12,7	11,6	11,7	7,5	-35,0%	-44,6%
Crédits à l'habitat	2 161,8	2 224,7	2 464,5	2 548,9	2 590,8	2 638,1	2 655,6	2 716,9	3,0%	6,6%
Autres crédits	5,7	6,2	8,6	1,5	1,6	1,8	1,9	3,8	105,4%	154,4%
Encours sain	3 150,3	3 227,4	3 547,2	3 679,4	3 724,6	3 800,4	3 825,5	3 925,7	3,3%	6,7%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	14,7	34,9	55,6	28,5	24,3	20,1	19,1	28,7	42,9%	0,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	13,0	33,6	35,8	17,3	16,3	14,7	18,2	27,0	83,9%	56,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1,7	1,3	19,8	11,1	8,1	5,4	0,9	1,7	-68,8%	-84,9%
Crédits d'investissement	818,2	898,4	955,5	1 021,4	1 035,3	1 004,2	995,7	991,0	-1,3%	-3,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	818,1	898,3	955,5	1 016,5	1 030,7	999,6	991,2	986,6	-1,3%	-2,9%
Autres crédits	7,7	7,0	6,2	5,5	0,0	5,3	5,0	5,2	-2,4%	-5,3%
Encours sain	840,6	940,2	1 017,4	1 055,3	1 059,6	1 029,6	1 019,8	1 024,9	-0,5%	-2,9%
Autres agents										
Encours sain	387,0	418,8	412,4	367,0	376,1	374,3	377,7	377,7	0,9%	2,9%
TOTAL										
Encours sain	8 113,7	8 547,6	9 046,8	9 358,2	9 500,5	9 594,8	9 645,1	9 824,8	2,4%	5,0%
<i>dont ECNIL</i>	1 411,6	1 460,8	1 538,1	1 529,6	1 570,5	1 570,3	1 543,8	1 560,2	-0,6%	2,0%
<i>Créances douteuses brutes</i>	561,6	539,7	507,5	441,7	447,7	453,5	458,4	464,1	2,4%	5,1%
<i>dont ECIL</i>	492,3	481,2	444,6	416,4	423,3	429,3	434,9	436,8	1,8%	4,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	215,9	204,6	215,3	181,9	187,5	187,1	191,5	216,6	15,8%	19,1%
<i>(dt) Entreprises</i>	152,6	134,3	133,6	101,5	108,7	105,9	99,5	104,6	-1,2%	3,1%
<i>(dt) Ménages</i>	49,3	52,6	65,0	69,3	71,0	71,5	79,4	70,3	-1,6%	1,5%
<i>Provisions</i>	345,7	335,1	292,1	259,8	260,3	266,4	266,9	247,5	-7,1%	-4,7%
Encours brut total	8 675,3	9 087,4	9 554,3	9 799,9	9 948,2	10 048,3	10 103,6	10 288,9	2,4%	5,0%
<i>Taux de créances douteuses</i>	6,5%	5,9%	5,3%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0pt(s)	0pt(s)
<i>dont ECIL</i>	6,8%	6,4%	5,6%	5,1%	5,1%	5,1%	5,1%	5,0%	-0,1pt(s)	0pt(s)
<i>Taux de provisionnement</i>	61,6%	62,1%	57,6%	58,8%	58,1%	58,7%	58,2%	53,3%	-5,4pt(s)	-5,5pt(s)
<i>dont ECIL</i>	70,2%	69,4%	65,7%	62,4%	61,5%	62,0%	61,4%	56,7%	-5,4pt(s)	-5,7pt(s)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
Sociétés non financières	1 461,1	1 693,6	1 887,0	2 029,3	2 035,3	1 998,3	2 015,5	2 310,6	15,6%	13,9%
Dépôts à vue	1 005,3	1 206,2	1 401,3	1 578,4	1 577,4	1 612,3	1 620,7	1 934,1	20,0%	22,5%
Placements liquides ou à court terme	423,9	457,2	455,3	419,9	426,7	355,5	361,9	340,5	-4,2%	-18,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	5,1	7,1	25,4	34,0	27,4	23,4	25,9	29,8	27,5%	-12,2%
Placements indexés sur les taux de marché	418,8	450,1	429,9	385,9	399,2	332,1	336,0	310,6	-6,4%	-19,5%
<i>dont comptes à terme</i>	269,6	329,3	331,1	270,4	292,0	259,9	273,4	248,2	-4,5%	-8,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	96,0	85,8	67,1	102,3	93,9	60,9	58,4	57,2	-6,1%	-44,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	53,1	34,9	31,6	13,3	13,3	11,3	4,3	5,3	-53,3%	-60,3%
Épargne à long terme	31,8	30,2	30,4	30,9	31,2	30,6	32,9	36,0	17,9%	16,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	13,0	13,0	13,0	13,9	14,0	14,0	17,1	20,0	43,0%	44,2%
Ménages	5 458,2	5 517,3	5 702,6	5 915,9	5 935,7	6 043,3	6 049,3	6 343,1	5,0%	7,2%
Dépôts à vue	1 302,4	1 291,4	1 424,3	1 553,8	1 571,6	1 660,6	1 662,7	1 906,2	14,8%	22,7%
Placements liquides ou à court terme	1 886,4	1 890,7	1 873,7	1 885,5	1 866,0	1 875,3	1 856,4	1 880,9	0,3%	-0,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 689,7	1 713,1	1 710,2	1 736,1	1 731,6	1 751,0	1 745,6	1 773,7	1,3%	2,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	640,1	647,7	651,9	678,3	677,4	690,4	689,6	698,8	1,2%	3,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	686,7	696,5	685,8	685,9	683,7	688,0	685,6	699,1	1,6%	1,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,2	14,6	15,0	15,1	15,0	15,1	14,8	14,5	-3,8%	-3,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	40,5	37,5	36,7	35,4	34,9	34,1	33,9	34,2	0,4%	-3,3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	199,2	213,0	220,9	225,7	226,7	229,5	228,3	233,7	1,8%	3,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	108,0	103,9	99,9	95,8	93,9	93,9	93,4	93,4	-0,5%	-2,6%
Placements indexés sur les taux de marché	196,8	177,5	163,5	149,3	134,4	124,3	110,8	107,2	-13,8%	-28,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	170,4	153,2	140,1	128,9	114,4	104,5	98,9	95,7	-8,5%	-25,8%
<i>dont bons de caisse</i>	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0%	-1,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	26,1	24,1	23,2	20,3	19,8	19,6	11,8	11,3	-42,2%	-44,1%
Épargne à long terme	2 269,4	2 335,2	2 404,6	2 476,6	2 498,1	2 507,4	2 530,3	2 556,0	1,9%	3,2%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	472,6	504,8	547,2	573,5	571,7	570,1	569,4	577,9	1,4%	0,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	65,7	61,9	59,3	53,4	52,1	51,1	50,4	49,7	-2,7%	-6,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,6	5,7	6,0	7,0	6,8	7,4	8,2	8,3	12,5%	18,3%
<i>dont portefeuille-titre</i>	183,3	165,1	159,1	153,8	151,6	148,7	148,9	149,0	0,3%	-3,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	57,5	55,0	57,1	49,1	49,4	49,5	51,7	48,0	-3,0%	-2,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 484,7	1 542,7	1 575,9	1 639,7	1 666,4	1 680,7	1 701,7	1 723,1	2,5%	5,1%
Autres agents	479,7	439,4	418,8	516,5	494,9	503,0	426,3	440,4	-12,4%	-14,7%
Dépôts à vue	296,4	243,6	254,2	366,2	344,6	359,0	286,1	313,8	-12,6%	-14,3%
Placements liquides ou à court terme	162,4	164,8	141,7	129,6	126,6	118,8	115,9	102,9	-13,4%	-20,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	64,8	69,1	67,7	64,5	66,5	65,5	64,2	62,6	-4,4%	-2,9%
Placements indexés sur les taux de marché	97,6	95,7	74,0	65,0	60,1	53,2	51,7	40,2	-24,4%	-38,1%
<i>dont comptes à terme</i>	74,4	69,2	1 086,0	52,2	45,1	39,4	38,9	28,4	-27,9%	-45,7%
Épargne à long terme	20,9	31,0	22,9	20,7	23,7	25,2	24,2	23,8	-5,8%	14,6%
Total actifs financiers	7 399,0	7 650,3	8 008,4	8 461,7	8 465,9	8 544,6	8 491,1	9 094,1	6,4%	7,5%
Dépôts à vue	2 604,1	2 741,3	3 079,8	3 498,4	3 493,7	3 631,9	3 569,5	4 154,0	14,4%	18,7%
Placements liquides ou à court terme	2 472,8	2 512,7	2 470,7	2 435,0	2 419,2	2 349,5	2 334,2	2 324,3	-1,1%	-4,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 759,6	1 789,3	1 803,2	1 834,7	1 825,5	1 840,0	1 835,7	1 866,2	1,4%	1,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	640,1	647,7	651,9	678,3	677,4	690,4	689,6	698,8	1,2%	3,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	686,7	696,5	685,8	685,9	683,7	688,0	685,6	699,1	1,6%	1,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,2	14,6	15,0	15,1	15,0	15,1	14,8	14,5	-3,8%	-3,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	40,5	37,5	36,7	35,4	34,9	34,1	33,9	34,2	0,4%	-3,3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	199,2	213,0	220,9	225,7	226,7	229,5	228,3	233,7	1,8%	3,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	108,0	103,9	99,9	95,8	93,9	93,9	93,4	93,4	-0,5%	-2,6%
Placements indexés sur les taux de marché	713,2	723,3	667,4	600,3	593,8	509,5	498,5	458,0	-10,1%	-23,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	514,4	551,7	1 557,2	451,5	451,6	403,8	411,2	372,2	-7,8%	-17,6%
<i>dont bons de caisse</i>	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0%	-1,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	53,1	34,9	31,6	13,3	13,3	11,3	4,3	5,3	-53,3%	-60,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	122,1	110,0	90,3	122,5	113,8	80,4	70,1	68,5	-14,9%	-44,1%
Épargne à long terme	2 322,1	2 396,4	2 457,9	2 528,3	2 553,0	2 563,2	2 587,4	2 615,8	2,1%	3,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	472,6	504,8	547,2	573,5	571,7	570,1	569,4	577,9	1,4%	0,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	65,7	61,9	59,3	53,4	52,1	51,1	50,4	49,7	-2,7%	-6,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,6	5,7	6,0	7,0	6,8	7,4	8,2	8,3	12,5%	18,3%
<i>dont portefeuille-titre</i>	223,1	212,7	199,4	191,6	192,4	190,5	188,9	188,8	-0,9%	-1,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	70,5	68,0	70,1	62,9	63,4	63,5	68,8	68,0	7,2%	8,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 484,7	1 542,7	1 575,9	1 639,7	1 666,4	1 680,7	1 701,7	1 723,1	2,5%	5,1%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : G. GENRE-GRANDPIERRE – Responsable de la rédaction : D. LAURET – Rédaction : R.-M. JEAN

Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : juillet 2018